

UN CENTENAIRE

1991 verra le centenaire de la célèbre encyclique de Léon XIII, “Rerum Novarum”, qui se situe à la charnière de deux périodes du mouvement social catholique.

\* \* \*

Sauf d’honorables exceptions, c’est un fait incontestable qu’en général, les catholiques les plus influents et les plus fortunés du XIX<sup>e</sup> siècle, n’ont prêté, pendant des dizaines d’années, que peu d’intérêt aux classes les plus déshéritées et en particulier au prolétariat. C’est d’ailleurs la tendance générale de la bourgeoisie de ce siècle, catholique ou non, que de considérer les ouvriers et le peuple en général comme une classe inférieure, qui doit être maintenue dans sa condition misérable, en prévenant toute révolte possible.

Les classes populaires, pensait-on, doivent garder les traditions d’ordre, de tempérance, de simplicité de moeurs, toutes choses qui s’en iraient en fumée, si leur niveau de vie était élevé, avec les exigences qui ne pourraient manquer de s’ensuivre.

C’était là une situation, notamment dans le prolétariat, qui n’avait rien à envier à l’antique esclavage. La fraternité évangélique semblait un message inconnu même pour la bourgeoisie catholique, qui ignorait les conditions inhumaines de travail, de logement, et de vie en général, dans lesquelles se débattaient les ouvriers.

Georges Goyau, en 1897, traitant du catholicisme social, après la publication de “Rerum Novarum” (15.5.1891), accuse la bourgeoisie catholique de pharisaïsme, parce qu’elle prêche la patience et la résignation aux pauvres, mais non pas la justice aux riches; et le grand sociologue René de La Tour du Pin affirme: “La plupart des catholiques sont presque nuls vis-à-vis de la question sociale”<sup>1</sup>.

\* \* \*

Selon J.M. Mayeur, on peut faire remonter aux environs de 1820 le début de l’action des catholiques au plan social en France<sup>2</sup>.

Notre attention se fixe surtout sur la France parce que, au XIX<sup>o</sup> siècle, c’est la nation-guide au plan de l’évolution socio-culturelle, politique et religieuse du continent européen.

La période des débuts a été étudiée amplement par Jean-Baptiste Duroselle<sup>3</sup>.

Au cours de ce siècle précisément, bien des illusions concernant le progrès indéfini et le bien-être universel procuré par les découvertes techniques et scientifiques, illusions propagées par le positivisme et le scientisme, s’évanouissent peu à peu. Au long des années, le malaise social, au XIX<sup>o</sup> siècle, prend d’immenses proportions. Le prolétariat, victime de tant d’injustice et d’exploitation, se révolte sous la direction du socialisme.

La bourgeoisie recourt alors à l’Eglise pour la sauvegarde de la paix sociale: “Le siècle vieilli revient de ses longs égarements. Il regrette la foi de ses premières années”<sup>4</sup>.

L’idéal révolutionnaire affleure déjà dans les désordres de 1848; c’est l’anarchie et pis encore dans les violences de la Commune de Paris (1871).

Sur la question sociale et la misère du prolétariat, dans la première moitié du XIX<sup>o</sup> siècle, les catholiques se répartissent en un infime minorité, autour de journal “L’Ere Nouvelle”, fondé par Lacordaire, Maret et Ozanam (avril 1848), pour un changement radical des structures sociales injustes, et une majorité dont font partie les catholiques libéraux (Montalembert, Falloux) selon lesquels la misère est un fait

inévitables pour le prolétariat et qui préconisent des solutions caritatives et paternalistes.

Pour la majorité des catholiques, l'accord entre l'Eglise et la société bourgeoise moderne est déjà si difficile qu'il ne vaut pas la peine de la compliquer par des "restructurations" révolutionnaires sociales.

\* \* \*

Les monarchistes de tous bords, unis aux catholiques, portent au pouvoir Louis-Napoléon Bonaparte, qui devient président de la république française le 10 décembre 1849.

L'Eglise est ainsi entraînée dans une alliance de fait avec la bourgeoisie, plus dangereuse encore, pour les masses populaires, que l'alliance politique sous la Restauration (1814-1830). Les catholiques seront avant tout conservateurs et monarchistes, pour la défense de l'ordre, de la famille, de la propriété.

De l'autre côté, il y a le prolétariat, la marée rouge socialiste. Le "Manifeste" de K. Marx aux prolétaires du monde entier, pour qu'ils unissent leurs forces, est de 1848.

Si la doctrine du socialisme et ses méthodes de lutte sont à désapprouver, son analyse des structures sociales injustes est exacte. Le clergé en se rangeant du côté de la bourgeoisie et en soutenant l'ordre établi, en défend les intérêts aux dépens de la classe ouvrière injustement exploitée. "Courons nous jeter aux pieds des évêques, eux seuls peuvent nous sauver", déclare V. Cousin, et le Voltairien Thiers renchérit: "L'ennemi, c'est la démagogie (i.e. le socialisme) et je ne lui livrerai pas le dernier débris de l'ordre social"<sup>5</sup>.

"Les prêtres qui ont soin des âmes, représentent l'ordre social, même pour les incroyants", déclare Montalembert et Mgr Pie exhorte les possédants, de son diocèse: "Vous appelez à votre secours la religion, vous avez besoin d'elle"<sup>6</sup>.

Ainsi, mise à part une infime minorité, la bourgeoisie incroyante fait le jeu des voltairiens repentis.

\* \* \*

Il est vrai cependant que, au XIX<sup>e</sup> siècle, face aux injustices du libéralisme capitaliste, une partie au moins des catholiques prend toujours plus conscience de la misère et de l'abandon à quoi la grande industrie et la toute-puissante finance réduisent l'ouvrier, lui rendant impossible et extrêmement difficile, même la pratique de la religion.

Ce furent d'abord des isolés, puis des groupes plus nombreux, qui prirent, à l'égard du capitalisme, une position résolument négative.

Tel est pour nous, très synthétiquement résumé, "le catholicisme social".

Celui-ci a grand respect de la dignité de la personne humaine et attache grande importance à la cellule familiale. D'où la nécessité d'assurer aux ouvriers et à leur famille des conditions humaines de vie matérielle et spirituelle, et cela en usant de tous les moyens, sauf la lutte des classes.

Le "catholicisme social", au moins en France, a deux orientations fondamentales: l'une aristocratique ou de droite, l'autre démocratique ou de gauche (dénominations qui n'ont ici aucun sens politique).

La première est née sous la Restauration (1814-1830) et aura des partisans pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle. En général, ce sont des monarchistes légitimistes, comme Villeneuve, Bargemont, A. de Melun, le Comte de Chambord, Albert de Mun; R. La Tour du Pin, etc... On les appelle les "catholiques sociaux". Ainsi se crée un mouvement catholico-social de droite, qui cherche des solutions aux problèmes à partir des institutions existantes et en se fiant au paternalisme des classes supérieures<sup>7</sup>.

Le catholicisme social aristocratique ou de droite verra sa réalisation la plus importante dans l'Oeuvre des Cercles, dont l'animateur enthousiaste sera A. de Mun. Enthousiaste aussi en sera L. Dehon, jusqu'à sa conversion à la "Démocratie chrétienne", après la publication de "Rerum Novarum". Le grand théoricien de l'Oeuvre des Cercles sera le marquis René La Tour du Pin, qui élaborera une profonde doctrine sociale catholique.

Le courant démocratique (ou de gauche) prend origine dans la petite bourgeoisie et chez les intellectuels. Il est soutenu par l'"Avenir" de Lamennais (1830) et "L'Ere Nouvelle" de Lacordaire-Maret-Ozanam (1848).

Ce courant du catholicisme social de gauche débouchera dans la “Démocratie chrétienne” (mouvement essentiellement social et non politique). Il combat pour la liberté et la justice en faveur de la classe ouvrière, garanties par des institutions de caractère démocratique.

Des circonstances complexes réduisirent au silence ce mouvement dans les dix dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais c’est précisément à ces catholiques que Léon XIII donna son appui autorisé par la “Rerum Novarum” (15.5.1891), en condamnant l’oppression du faible par le fort et en proposant les remèdes opportuns pour résoudre la question sociale et parvenir au triomphe de la justice aussi pour la classe ouvrière.

\* \* \*

La fameuse encyclique de Léon XIII clôt ainsi une période du mouvement social catholique et ouvre une nouvelle période.

A sa rédaction collaborèrent le Jésuite Libérateur et les cardinaux Zigliara et Mazzella. Le Pape corrigea et recorrigea le texte, de manière à ce qu’il soit l’expression parfaite de ses idées.

L’encyclique traite de quatre points essentiels:

a) Contre le socialisme, le Pape affirme que la propriété privée est de droit naturel, mais qu’elle a aussi une fonction sociale. Patrons et ouvriers ont des droits et devoirs réciproques.

b) L’Etat doit promouvoir la prospérité publique et privée et sauvegarder les droits des travailleurs, mais ses interventions doivent se limiter à réprimer les abus et conjurer les dangers.

c) Les ouvriers ont droit à une stricte justice, et à un salaire qui leur assure un niveau de vie qui soit humain.

d) La lutte des classes est condamnée, mais les ouvriers ont le droit de former des syndicats pour défendre leurs droits, même par la grève.

A relire aujourd’hui la grande encyclique de Léon XIII, on ne peut s’empêcher d’éprouver quelque malaise relativement au ton solennel, le manque d’une affirmation explicite au droit au salaire familial, l’insuffisante condamnation du profit exagéré et l’usure dévorante, et pour la finalité plus morale qu’économique assignée aux associations

professionnelles, ainsi qu'une certaine timidité à tirer les conclusions pratiques des principes affirmés.

Bien différente pourtant fut l'impression suscitée par l'encyclique lors de sa publication. Cela allait de la froideur à l'enthousiasme. Accueil plutôt froid de la part de beaucoup d'évêques et d'un certain clergé. Dans certains diocèses, elle ne fut même pas publiée. Les lettres pastorales des évêques ne la présentent que dans 13 diocèses sur 89. On est stupéfait du silence d'évêques de grandes villes industrielles comme Cambrai, Lyon, Rouen ... Indubitablement, à cette époque, pour un certain clergé et pour certains catholiques, le document papal contenait une doctrine sociale trop avancée. Enthousiaste par contre fut l'accueil des prêtres plus sensibles à la question sociale - les "abbés démocrates", dont L. Lemire et L. Dehon - et des laïcs qui formèrent la "démocratie chrétienne".

Bernanos, dans son roman "le Journal d'un curé de campagne" a évoqué merveilleusement cette réaction positive et libérante à la publication de "Rerum Novarum", dans la bouche du curé de Torcy, un solide et vigoureux prêtre flamand: "La fameuse encyclique de Léon XIII, "Rerum Novarum", vous lisez ça tranquillement du bord des cils, comme un mandement de carême quelconque. A l'époque, mon petit, nous avons cru sentir la terre trembler sous nos pieds. Quel enthousiasme! ... Cette idée si simple que le travail n'est pas une marchandise, soumise à la loi de l'offre et de la demande, qu'on ne peut spéculer sur les salaires, sur la vie des hommes, comme sur le sucre ou le café, ça bouleversait les consciences, crois-tu? Pour l'avoir expliquée en chaire à mes bonshommes, j'ai passé pour un socialiste..."<sup>10</sup>.

La même chose arriva au p. Dehon.

\* \* \*

La grande encyclique porta ses fruits lentement, non sans réactions et résistances conservatrices à la base et aussi momentanément au sommet, spécialement sous Pie X.

L'autorité ecclésiastique suprême avait secoué l'accusation de pactiser avec les riches et de défendre le conservatisme social. Elle avait réa-

lisé l'unité doctrinale aux catholiques et par conséquent à leurs initiatives pratiques. Elle les incita à collaborer pour unir les ouvriers et les paysans dans la défense de leurs droits et de leurs justes revendications.

Le catholicisme social passa alors décidément du corporatisme et du syndicalisme mixte au syndicalisme ouvrier autonome.

En France, en 1791, pendant la grande Révolution, avait été interdite toute association professionnelle, même les sociétés de secours mutuel. Ainsi les plus faibles (ouvriers et paysans) étaient-ils abandonnés à la discrétion du patronat: aucune association autorisée, pas d'interventions de l'Etat, liberté économique absolue, concurrence effrénée, horaires de travail inhumains, misère noire et conditions de vie qui n'avaient plus rien d'humain: tels furent les résultats.

Le syndicalisme se développa en France: une loi de 1884 en avait reconnu la légitimité. C'était une reconnaissance de fait, car dès 1881, des syndicats existaient, quoique illégaux: 500 chambres syndicales ouvrières et 127 patronales.

Après "Rerum Novarum", il n'y avait plus de raison de distinguer entre "aristocrates" (de droite) ou "démocrates" (de gauche) dans le catholicisme social.

Evidemment, les mieux préparés à accueillir les directives de "Rerum Novarum", étaient les "démocrates". Ils s'organisèrent en "Démocratie chrétienne".

Les catholiques, et notamment les jeunes, du laïcat et du clergé, et dans le clergé, le p. Dehon, avaient reçu du Pape en quelques mois un double appel: l'appel social de la "Rerum Novarum", et l'appel politique du "ralliement", c'est-à-dire l'acceptation de la troisième république, par la lettre "Au milieu des sollicitudes" (16.2.1892).

Dans la perspective de Léon XIII, le retour de la classe ouvrière et la réconciliation avec la république étaient deux aspects d'un même problème: l'alliance de catholicisme avec la société moderne.

La France qui accepte la "Rerum Novarum" est en général celle qui accepte aussi "Au milieu des sollicitudes". Il s'agit surtout du jeune clergé et des jeunes du laïcat chrétien, qui renoncent à tout rêve monarchique et donnent naissance à la démocratie chrétienne. Le père

Dehon, qui allait pourtant sur ses 50 ans, adhère aux deux appels du Pape avec l'enthousiasme des jeunes et la conviction de l'âge mûr.

Cette adhésion ne fut pas sans souffrance. Le p. Dehon avait beaucoup d'amis dans le courant de droite du catholicisme social. L. Harmel avait toujours été un démocrate, même s'il admirait et vénérail le Comte de Chambord et avait été disciple de La Tour du Pin. A. de Mun lui aussi, après quelque hésitation, finit par se rallier à la république.

La Tour du Pin par contre resta inflexible dans ses convictions et ne pensa jamais devoir, en conscience, obéir au Pape, en acceptant la démocratie et la république. Pour ce grand sociologue, le p. Dehon était un "grenadier du Pape" et A. de Mun un "voltigeur"; lui par contre était un vieux "groggnard" à supporter<sup>12</sup>.

Sur le p. Dehon et la "Rerum Novarum", on trouvera dans ce numéro un article de G. Manzoni; nous y renvoyons le lecteur.

\* \* \*

En suite de la "Rerum Novarum" on vit naître de nombreux groupes d'étude. D'abord dans la région de Reims et des Ardennes, sous l'influence de L. Harmel (Val-des-Bois), puis dans le Nord, dans l'ouest, à Paris et à Lyon.

Beaucoup de congrès sont aussi organisés auxquels participent prêtres et laïcs. Du 20 au 22 mai se tient à Reims le premier congrès des cercles d'étude ouvriers, sur l'initiative de L. Harmel, avec l'approbation de Léon XIII. Le p. Dehon n'y participe pas.

Par contre, il est présent au second congrès de Reims du 12 au 15 juin 1894. Il y a 600 participants, ouvriers, employés, prêtres: "C'est un beau spectacle - écrit le p. Dehon dans son Journal. Il y a là l'embryon d'une démocratie chrétienne. Ce sont des hommes peu instruits, mais ils ont cependant étudié les questions sociales et sont dociles aux directives du prêtre. Ils veulent élever la classe ouvrière, mais ils ne veulent pas aller au-delà de la loi chrétienne"<sup>13</sup>. Les deux congrès hésitent entre le syndicalisme purement ouvrier ou le syndicalisme mixte.



L'activité sociale du p. Dehon devient peu à peu vertigineuse: congrès, publications, conférences, cercles d'études<sup>14</sup>... Le point culminant en est la fameux congrès ecclésiastique de Reims du 24 au 27 août 1896, organisé par l'abbé Jules Lemire, avec la collaboration, pour le plan doctrinal, du chanoine Perriot et du p. Dehon. 700 prêtres y participèrent.

Le congrès d'abord accueilli avec défiance, sans grand enthousiasme, par les autorités religieuses de Reims, s'acheva avec la participation du cardinal Langénieux, auquel Mgr Péchenard, son Vicaire Général, disait, ému et enthousiaste, que les directives de Léon XIII avaient été parfaitement suivies et que pas une parole n'avait été dite qui ne fût empreint du plus profond respect pour l'autorité des évêques<sup>15</sup>.

Ces prêtres représentaient l'ensemble de l'Eglise de France et provenaient de presque tous les diocèses.

“Au banquet de clôture, l'enthousiasme est délirant”, écrit le père Dehon dans son Journal, et pourtant “ce pauvre congrès si sage, si prudent, si bien guidé, a été violemment contesté. On a parlé de presbytérianisme, de synode sans évêque, etc... Beaucoup de bruit pour rien ...”<sup>16</sup>.

Ce sont là réactions significatives d'une certaine mentalité de l'époque, même dans les hautes sphères ecclésiastiques, difficiles à changer et rétives à accepter les directives de Léon XIII, considérées trop progressistes. De fait, bien des journaux se montrèrent inquiets de ces prêtres révolutionnaires ... impatientes de secouer le joug de la discipline” au point que la hiérarchie de l'Eglise tremblait sur ses bases ...”<sup>17</sup>.

Rappelons les conférences romaines du p. Dehon sur la question sociale, du 14 au 11 mars 1897, organisées par Mgr Tiberghien, avec environ 500 participants à chaque conférence, y compris des cardinaux. Ces cinq conférences, avec quatre autres, dont deux sur la démocratie chrétienne, furent publiées en un volume, en 1900, sous le titre: “La Rénovation sociale chrétienne”.

C'est en 1897 justement que la démocratie chrétienne parvint à sa plus belle splendeur, “Il y eut bien encore quelques journées lumineuses, mais ensuite elle s'achemina inexorablement sur le chemin du déclin”<sup>18</sup>.

Il est étrange qu'un mouvement si plein de vie, senti comme une nécessité, notamment par les ouvriers et le jeune clergé, soutenu par un grand enthousiasme, en dix ans, s'évanouit et disparut dans la nuit.

Nous en pouvons trouver les raisons dans le fait que l'organisation n'égalait pas l'enthousiasme. Le conseil national ne se réunit que de temps en temps autour de J. Lemire. Manquent aussi les moyens financiers, et puis, naissent des rivalités, des divisions, spécialement quand la démocratie chrétienne voulut se présenter comme un parti politique. Le seul grand organisateur, L. Harmel, qui pouvait en être le chef incontestable, accepté par tous, ne voulait pas entendre parler de parti politique.

\* \* \*

Le 18 janvier 1901, Léon XIII adressait à la démocratie chrétienne l'encyclique "Graves de communi". Les paroles d'encouragement n'y manquaient pas, mais le Pape limitait le champ d'action de la démocratie chrétienne au domaine socio-religieux, pour l'amélioration des conditions sociales et matérielles du peuple. A cet effet, il fallait utiliser les anciennes et nouvelles institutions et admettre l'intervention d'autres forces sociales, notamment des classes supérieures.

La déception des démocrates chrétiens et de beaucoup de prêtres démocrates fut profonde. Ils ne voyaient pas en effet, la "démocratie chrétienne" seulement comme un mouvement social, mais comme un parti politique, qui devait mener le peuple au gouvernement. Léon XIII au contraire désavouait le caractère politique de la démocratie chrétienne: il n'est pas permis de "donner à la démocratie chrétienne un sens politique", même si le mot démocratie sert et a servi pour désigner "une forme de gouvernement populaire".

Le rôle "privilegié" attribué aux classes sociales plus élevées était une doctrine du courant aristocratique du catholicisme social qui avait été aussi affirmée dans la Rerum Novarum. Dans l'engagement politique de la démocratie chrétienne, le Pape voyait un compromis dangereux pour la religion. La collusion dans le passé avec la monarchie n'avait-elle pas assez montré ses dangers pour la religion et fallait-il la compromettre maintenant avec la démocratie?

Nous comprenons maintenant mieux le peu d'intérêt de L. Harmel et la réserve du p. Dehon pour une démocratie chrétienne, parti politique. Pour L. Harmel, c'était une situation fautive et équivoque, condamnée à l'échec. Il avait raison. Les partis confessionnels sont toujours un danger pour la religion. Qu'ils se déclarent laïques, même s'ils sont d'inspiration chrétienne.

Voici le jugement du p. Dehon sur l'encyclique "Graves de communi": "Elle confirme la "Rerum Novarum" et consacre l'expression "démocratie chrétienne". On pouvait pressentir cette orientation de l'encyclique. J'allais publier mes conférences sur la démocratie chrétienne et son programme. Je n'ai pas eu à y changer un iota. Cette orientation était nécessaire. L'Eglise a toujours été l'amie des travailleurs et des déshérités; mais dans les circonstances présentes, face à la propagande socialiste, il était bon que l'Eglise réaffirmât sa sollicitude pour les humbles et la caractérisât avec une expression populaire comme celle de démocratie chrétienne. C'est un trait de génie et d'énergie de Léon XIII"<sup>19</sup>.

L'invitation de Léon XIII à "aller au peuple" n'impliquait pas nécessairement l'engagement politique. Les prêtres démocrates s'étaient trop compromis avec la politique. Leur générosité, leur amour des travailleurs étaient admirables; leurs analyses sociales étaient exactes; mais beaucoup des moyens choisis par eux étaient inopportuns et même erronés.

A faire le bilan, dix ans après, des fruits de l'action sociale suscitée par "Rerum Novarum", la première impression superficielle nous renvoie au grain du semeur évangélique, tombée sur les pierres. Il a germé aussitôt, mais il a aussi aussitôt séché. En réalité, cependant, les résultats concrets de cette décennie, dans les divers domaines sociaux sont modestes, mais ils sont vitaux. Le catholicisme social a lutté contre l'apathie des législateurs, mais il manque de chefs pour prendre la relève. L'oeuvre des Cercles agonise, la démocratie chrétienne est desséchée. Même les initiatives sociales, parmi les artisans ou les paysans, ne sont qu'à l'état de germes. Ils se développeront plus tard: dans l'association de la Jeunesse Française, les Secrétariats sociaux, les syndicats chrétiens. Au début du siècle, cela végète. D'autres initiatives sont mo-

destes, mais vivaces: les jardins ouvriers, les caisses rurales, les mutuelles. Des “études sociales” viendront les “Semaines sociales”. La démocratie chrétienne elle-même revivra à l’initiative d’un laïc actif et génial, Marc Sangnier.

Dans une perspective historique plus exacte et à long terme, comme était celle de Léon XIII et du p. Dehon, nous pouvons affirmer en toute sérénité et objectivité, que le passé a préparé l’avenir; il semblait que la plus grande partie de la semence fût tombée parmi les pierres; en réalité elle était aussi tombée dans une bonne terre. Les fruits devaient s’en récolter après la première guerre mondiale (1914-1918)<sup>20</sup>.

\* \* \*

Les deux numéros de *Dehoniana* que nous publions en cette année 1990 veulent être une préparation au centenaire de l’encyclique “*Rerum Novarum*”, qui eut une si grande importance dans l’apostolat social du p. Dehon et fut pierre miliare de toute la doctrine sociale de l’Eglise.

## NOTES

<sup>1</sup> Cité par Dansette, “Histoire religieuse de la France contemporaine”, Paris 1965, p. 489.

<sup>2</sup> J.M. Mayeur, “Catholicisme social et démocratie chrétienne”, Paris 1986, p.9.

<sup>3</sup> Jean-Baptiste Duroselle: “Les débuts du Catholicisme social en France” (1822-1870), Paris 1951.

<sup>4</sup> L. Dehon, *Oeuvres Sociales*, Napoli 1976, III, 150.

<sup>5</sup> A. Dansette, o.c., 281.

<sup>6</sup> A. Dansette, o.c.. 280.

<sup>7</sup> Cf. J.B. Duroselle, o.c., notamment première partie chap 1: sur les précurseurs du catholicisme social, les milieux conservateurs avant 1848, les catholiques sociaux du parti de l’ordre, et toute la seconde partie sur les tendances paternalistes du catholicisme social sous Napoléon III (1852-1870).

- <sup>8</sup> Cf. G. Manzoni scj: “Leone Dehon e il suo messaggio”, Bologne 1989, pp. 351-353.
- <sup>9</sup> Cf. Duroselle, o.c., notamment seconde partie chap. 1, sur la presse démocratique chrétienne et troisième partie chap. 4, sur l’évolution idéologique du catholicisme social sous Napoléon III.
- <sup>10</sup> Plon 1936, p. 69-70.
- <sup>11</sup> Cf. G. Guitton SJ: Léon Harmel 1829-1915, “Jusqu’à l’encyclique Rerum Novarum”, Paris 1927, p. 330.
- <sup>12</sup> Cf. R. Prélot: “L’Oeuvre sociale du chanoine Dehon”, Paris 1936, p. 210. Ce sont des paroles de La Tour du Pin lors d’un toast en 1893. “Grenadier” du Pape était le P. du Lac, assis à la droite de La Tour du Pin. Cependant l’expression vaut très bien aussi pour le p. Dehon.
- <sup>13</sup> Notes Quotidiennes X, 109: 12-15.5.1894.
- <sup>14</sup> Cf. G. Manzoni scj: “Leone Dehon e il suo messaggio”, Bologne 1989, pp. 363 ss.
- <sup>15</sup> R. Prélot, o.c., p. 142.
- <sup>16</sup> Notes Quotidiennes XI, 68v-69r: 25-27.5.1896.
- <sup>17</sup> H. Dorresteijn, “Via e personalità di P. Dehon”, Bologna 1978, p. 193.
- <sup>18</sup> R. Prélot, o.c., p. 252.
- <sup>19</sup> Notes Quotidiennes XVI, 54: janvier 1901.
- <sup>20</sup> Cf. G. Manzoni scj, o.c., pp. 19-45, 347-378.